Colombie : dénonciation de la situation humanitaire des communautés autochtones

Bogotá, 19 mars (RHC) La Conférence épiscopale de Colombie a dénoncé aujourd'hui la situation humanitaire complexe dans les communautés indigènes à cause des actions de groupes irréguliers dans la municipalité de Murindó, au nord-est du département d'Antioquia.

Lors d'une conférence de presse, l'institution de l'Église catholique a exposé les conclusions d'une enquête menée sur ce territoire par des membres des diocèses de Quibdó et Apartadó, du Conseil Supérieur de Murindó et de la Coordination régionale du Pacifique, entre autres.

Les groupes militaires et paramilitaires ont commis de graves violations du droit international dans leur différend sur cette zone considérée comme un corridor stratégique, a-t-elle souligné.

En raison de l'affrontement et de la présence de ces groupes armés, les communautés autochtones ont été victimes de déplacements forcés, d'enfermements, de menaces contre les dirigeants et les

communautés, de recrutement de mineurs et de perte de l’autonomie de leur territoire, a-t-il précisé.

De même, des femmes et des enfants de la communauté de Turriquitadó Alto ont été contraints de se déplacer après l’installation, en leur présence, de mines antipersonnel devant l’école et dans les maisons, ont révélé les délégations.

Près de 140 autochtones ont quitté leurs territoires à la suite de ces événements; cependant, des familles sont confinées et mises au secret parce qu’elles n’ont pas pu se déplacer, ont-ils ajouté.

La communauté de l’île vit dans une situation de confinement angoissante en raison des mines antipersonnel posées par les groupes militaires et paramilitaires, dont a été victime un enfant de 12 ans le 28 février dernier, ont-ils dit.

La Conférence épiscopale exige l’intervention du gouvernement du président Ivan Duque dans cette région pour garantir les droits sociaux, le déminage territorial, l’aide humanitaire urgente et la protection collective des communautés indigènes.

À son tour, il réclame la séparation totale des membres de la force publique des acteurs armés illégaux afin de renforcer la tâche de protection des habitants.

Le déplacement forcé interne en Colombie a doublé en janvier et février 2021 par rapport à la même période de l’année précédente, a averti mardi dernier le Médiateur, Carlos Camargo.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/251224-colombie-denonciation-de-la-situation-humanitaire-des-communautes-autochtones

Radio Habana Cuba